



Bulletin d'information PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

Enero-febrero, 1998, vol.5 No.12, Montréal, Qc.

DES NOUVELLES DU "PA NATIONAL"

par Geneviève Lessard

Il me fait plaisir de participer, une fois de plus, à la rédaction du bulletin du Projet Accompagnement Québec en y ajoutant quelques informations sur les événements qui se déroulent au niveau national. Comme vous le savez, le budget dont nous disposons pour l'année à venir est considérablement moindre que celui de l'an dernier. Et oui ! Le PA n'a pas été exempté des coupures ! Il nous a donc fallu revoir de fond en comble (et en vitesse !) le plan de match qui avait été prévu lors de la dernière rencontre du comité aviseur national (le steering committee). Ainsi donc, l'heure est à la priorisation ...

Première conséquence de cette fameuse priorisation : mise à pied d'une des deux membres de l'équipe du nord (en l'occurrence...moi). En effet, ne subsiste de notre personnel en poste au Canada que Beth

Abbott, responsable des relations nord-sud. Ainsi, bien que je demeure votre fidèle représentante au comité aviseur, je me vois forcée de me détourner des activités "d'éducation et de développement" qui découlaient de mon mandat pour m'aventurer dans la périlleuse recherche du financement qui nous permettrait de reprendre le cours normal de nos activités. Par le fait même, le projet de campagne nationale de sensibilisation sur les conditions de vie des déplacé-e-s internes dont j'avais la charge est suspendu jusqu'à nouvel ordre.

Mais bien que nous ayons du renoncer à certains projets d'éducation qui nous tenaient à coeur, nous sommes toujours déterminé-e-s à mener à terme celui d'envoyer une équipe spéciale de recherche auprès des représentant-e-s de CONDEG (Conseil national des personnes

déplacées du Guatemala). En effet, tel qu'annoncé dans notre précédent bulletin, une équipe composée de représentant-e-s de chacun des cinq groupes régionaux du Projet Accompagnement (Colombie-Britannique, Prairies, Ontario, Québec et Maritimes) se rendra au Guatemala dès le mois de mai prochain pour entamer les discussions quant à une éventuelle collaboration PA-CONDEG. Un comité de coordination de niveau national a été expressément mis sur pied pour assurer la sélection, la formation et le suivi des membres de cette équipe. Avis aux intéressé-e-s...

Enfin, nous comptons également aller de l'avant avec le fameux projet de bulletin national. Ainsi, d'ici quelques semaines, vous aurez droit à une série d'analyses supplémentaires portant sur diverses problématiques de la conjoncture guatémaltèque. Bien que ce bulletin sera rédigé principalement par nos coordonnatrices du sud (en collaboration avec certain-e-s partenaires en poste au Guatemala), vous êtes fortement encouragé-e-s à nous faire parvenir tout article pouvant en faire partie.

DES RÉFUGIÉS INTERNES

Par Margie Loo, membre du PA Maritimes et ancienne coordonnatrice dans le sud

Le CONDEG (Conseil national des personnes déplacées du Guatemala) est composé de milliers de Guatémaltèques qui, lors de la guerre qui sévit au Guatemala, se sont vus dans l'obligation de quitter leur domicile. Leur histoire ressemble à celle des réfugiés que nous connaissons, ceux que la répression armée a forcés à fuir au Mexique ou dans d'autres pays. Les raisons pour lesquelles ils ont choisi de demeurer au Guatemala sont nombreuses. Pour bon nombre d'entre eux, la frontière était tout simplement trop éloignée de l'endroit où ils se trouvaient. Ils se sont donc réfugiés dans les montagnes, ont émigré à la ville ou ont cherché un endroit où, croyaient-ils, ils pourraient enfin repartir à zéro. Or repartir à zéro, quand on vit dans une extrême pauvreté, ce n'est pas chose facile! Aujourd'hui encore, les déplacés internes continuent de subir les conséquences du déplacement qui leur a été imposé.

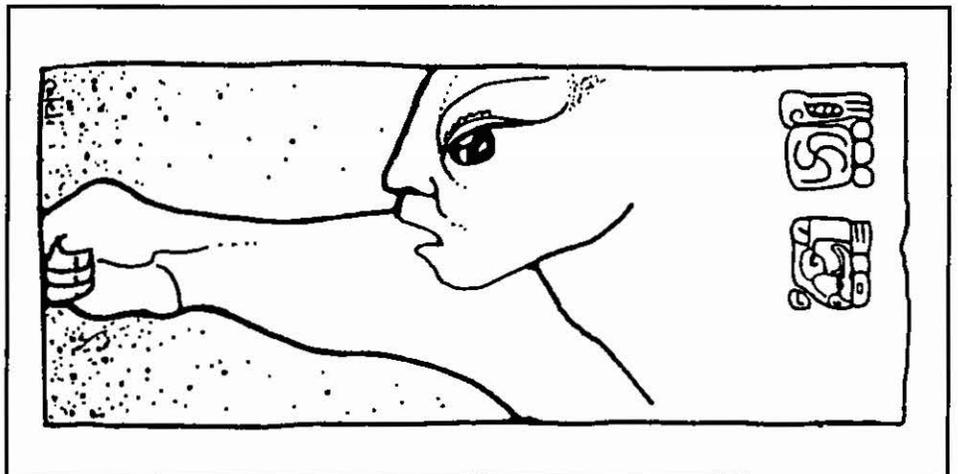
Tout comme les réfugiés guatémaltèques du Mexique, les déplacés internes ont été victimes de la politique de terres brûlées et d'assassinats sélectifs menée par le gouvernement. Mais alors que les réfugiés des camps de l'ONU ont pu dénoncer la violence qui leur avait été

infligée, les déplacés internes ont du, pour assurer leur sécurité, garder le secret de leur expérience : à cette époque, les autorités s'acharnaient sur toute personne prétendant avoir été victime de la guerre. Aujourd'hui, ils en ont assez de se taire. Ils veulent prendre leur vie en main et cherchent le moyen de le faire de façon organisée, collective.

À la fin des années 1980, les déplacés internes commencèrent à se regrouper. L'église devint le lieu privilégié de leurs rassemblements : c'est là qu'ils entamèrent les premières discussions au sujet des problèmes et défis qui leurs étaient communs. Pour plusieurs membres du CONDEG, leur succès est en grande partie attribuable à ces rencontres initiales. Puis, en 1989, eut lieu la première assemblée

nationale. Plus récemment, le gouvernement du Guatemala reconnaissait officiellement sa responsabilité face aux personnes déplacées et s'engageait à entreprendre une série de mesures pour alléger leur peine en signant l'Accord sur les populations déracinées, qui fait partie de l'Accord de paix.

Mais les déplacés internes continuent de faire face à de nombreux obstacles. Parce qu'ils sont dispersés sur l'ensemble du territoire du pays, il leur est difficile de s'organiser et de faire valoir leur point de vue auprès du gouvernement. Il existe une grande disparité quant à leurs conditions de vie : alors que certains vivent des problèmes liés à un environnement rural, d'autres sont confinés aux recoins de la capitale nationale. De plus, il n'existe aucune banque de données



quant à l'identité de ces gens. Plusieurs ont perdu (ou n'ont jamais eu) leurs papiers d'identité. Or s'ils ne peuvent s'identifier, ils sont privés de certains de leurs droits les plus fondamentaux : ils ne peuvent ni voter, ni accéder à leur terre, ni obtenir du gouvernement les compensations et l'appui prévus dans les accords de paix.

Le gouvernement du Guatemala ne semble nullement intéressé à prendre en considération les besoins des déplacés internes car la reconnaissance de leurs droits risquerait de devenir beaucoup trop compromettante : il faudrait alors se pencher sur les délicates questions de la distribution de la terre, des compensations à verser aux personnes victimes du conflit armé et des droits civils. Sa stratégie vise donc à lui faciliter la vie : sous prétexte d'éviter que certaines personnes ne profitent indûment des programmes de compensation, il s'agira plutôt d'obliger les déplacés internes à prouver qu'ils ont bel et bien été directement victimes du conflit armé, et non de la situation économique. Mais comment faire cette preuve dans un pays où violence et pauvreté sont si étroitement liées ?!

Bien entendu, le fait que la plupart des déplacés internes ne soient pas en mesure de prouver leur identité (donc, leur lieu d'origine) ne fait qu'aggraver le problème. Ainsi, chaque personne prétendant avoir droit aux mesures de compensation doit faire l'objet d'une enquête. Pour pouvoir de nouveau être considérée comme une "personne" aux yeux de la loi, elle doit attendre que de nouveaux papiers d'identité lui soient émis. C'est donc dire qu'il lui faut aussi mettre la main sur un certificat de naissance qui, le plus souvent, s'est envolé en fumée avec le reste du village d'origine...

Les membres du CONDEG ont donc bien du pain sur la planche. Et dans leur lutte pour accéder à une paix "véritable" et à un avenir meilleur, ils comptent sur la solidarité internationale. L'été dernier, à l'occasion de la délégation nationale du Projet Accompagnement, ils ont clairement exprimé leur désir de nous voir renforcer les liens qui nous unissent à eux. Après tout, ils sont bien, eux aussi, des réfugiés... des réfugiés internes.

Traduction et adaptation de Geneviève Lessard

Des nouvelles des accompagnateurs et accompagnatrices

En ce moment, il y a 3 personnes du PAGQ au Guatemala.

* Alain-Daniel Poullin est à El Carmen sur la côte sud, depuis le retour de cette communauté à la fin-juillet. En septembre il a quitté brièvement El Carmen afin d'accompagner l'exhumation d'un massacre à Xix, Quiche, puis est retourné à El Carmen où il prévoit demeurer jusqu'en février.

* Nadia Beaulieu est à Huacutz dans le Peten depuis le début décembre et Isabel Champagne est allée la rejoindre au début de janvier.

* Roberto Nieto est de retour à

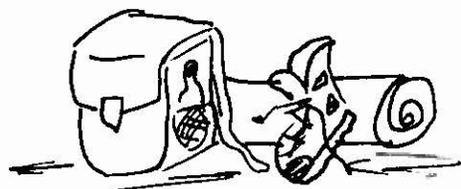
Montréal après un séjour de 6 mois au Guatemala. Sur le chemin du retour il a fait un séjour comme observateur dans les Camps civils pour la paix, au Chiapas, Mexique.

* Evelyne Bourré est aussi de retour depuis le mois de novembre 1997, après trois mois au Guatemala.

* Marie-Hélène Côté a terminé son séjour d'accompagnatrice, elle serait présentement en vacances au Mexique.

* Annie Byarelle, la stagiaire du CECI, travaille toujours avec

Valerie et Lisa, les coordonnatrices au Sud. Avant Noël, elle et Lisa ont visité la communauté Nuevo San Idelfonso, Ixtahuacan, Barillas, dans la province de Huehuetenango. Il s'agit du premier retour des déplacés internes organisés avec le CONDEG. Le 7 novembre 1997, 31 familles, comprenant 150 personnes, sont arrivées à la finca Chancollin après plus d'un an d'organisation, et 15 ans après avoir été déracinées par la guerre.



Nouvelles du sud

par Isabelle Gauthier



Le rôle de l'armée dans le Guatemala pacifié

En flagrante contradiction avec les accords de paix, le gouvernement semble s'engager à étendre plutôt qu'à réduire le rôle des forces armées guatémaltèques. Le budget 1998, qui a été présenté au Congrès, prévoyait une augmentation d'au moins 10% du budget du ministère de la Défense, alors que les accords de paix en promettaient la réduction de 33% pour l'année 1997.

Alors que les accords restreignent le rôle de l'armée à protéger la souveraineté du Guatemala (sauf en cas de circonstances extraordinaires et temporaires appelées par le président) le gouvernement n'a de cesse de multiplier les raisons

pour mobiliser les troupes: garder les prisons, protéger le bois précieux du Peten par une nouvelle "armée de la jungle", contrôler la délinquance. En plus de violer les accords de paix, ces stratégies ignorent aussi l'évidence qu'une grande quantité d'anciens et d'actuels membres des forces armées sont impliqués dans des kidnappings, vols de voitures, coupe de bois et trafic de drogue.

Le premier retour d'ARDIGUA!

Ça a été une longue lutte pour ces réfugié-e-s dispersé-e-s d'être accepté-e-s sous les accords du 8 octobre, et d'effectuer leur premier retour.

Au printemps dernier, après avoir franchi toutes les démarches bureaucratiques pour trouver la finca San Luis à San Marcos et obtenir l'approbation de crédit, ARDIGUA a accusé un contrecoup démoralisant quand le propriétaire a décidé de ne pas vendre suite aux pressions de l'association locale des agriculteurs.

Finalement, le 27 novembre 1997 plus de 60 familles (350 personnes) ont quitté Comitán, au Chiapas, accompagnées de 11 observateurs internationaux (dont 4 du PA), pour s'installer dans deux fincas de café: Buenos Aires et

El Eden, dans la municipalité de Nuevo Progreso, département de San Marcos.

Malheureusement, il y a toujours des oppositions à l'entrée d'ARDIGUA dans le monde du café: le 9 novembre, une famille de cueilleurs de café (pas des réfugiés mais des travailleurs embauchés par ARDIGUA pour sortir la récolte) ont eu une altercation avec un conducteur de camion local à propos du prix du transport. Le chauffeur savait qu'ils vivaient à Buenos Aires et a insisté pour qu'ils paient le double du prix normal parce qu'en tant que réfugiés disait-il, ils avaient de l'aide du gouvernement. L'incident a fait 3 blessés. Les retourné-e-s craignent que des incidents de la sorte ne se reproduisent.

Rios Montt pourra-t-il se présenter à nouveau?

Le gouvernement du PAN développe présentement un ensemble de réformes constitutionnelles qui pourraient permettre à l'ancien dictateur, le Général Rios Montt de présenter de nouveau sa candidature comme président. Le PAN veut changer l'article 281 de la constitution pour permettre au président Alvaro Arzú de briguer à nouveau les suffrages. Il a aussi démontré un intérêt pour réformer subséquemment l'article 186, qui empêche présentement Rios Montt d'aspirer à la présidence en vertu de son implication antérieure dans un coup d'État. Jusqu'à date, il n'est pas certain que de tels changements puissent

être légalement entérinés par le Congrès selon la constitution actuelle.

Arzú se flatte la bedaine

Le 14 janvier, devant le Congrès national, le président Alvaro Arzú qualifiait les 2 premières années de son mandat de performance éclatante et mentionnait que l'année dernière avait été "remplie de résultats positifs". Les membres de l'opposition se sont demandés si Arzú ne confondait pas le Guatemala avec un autre pays.

"Durant ces 2 années, les travaux et services publics ont fait des bonds sans précédent". Arzú a mentionné une hausse des investissements publics de 62% en comparaison avec l'administration précédente. La plupart de ces fonds ont été affectés à la construction d'autoroutes, mais aussi à l'amélioration des ressources électriques et aux secteurs de l'éducation et de la santé: 85 000 guatémaltèques ont été employés à la construction d'autoroutes, l'accès à l'électricité est passé de 55 à 62.5% de la population, 80 000 habitant-e-s de plus ont bénéficié de services de santé essentiels, il y a eu 15 nouveaux hôpitaux, 230 nouvelles pharmacies d'État, 60 000 étudiant-e-s de plus et 150 000 personnes ont été alphabétisées.

En abordant le thème du contrôle de la criminalité, Arzú a perdu son bel enthousiasme et admis que les guatémaltèques vivaient dans un climat d'insécurité. Il a toutefois

ajouté que son gouvernement avait "réagi de façon responsable et énergique" en adoptant une stratégie qui vise à combattre le crime: les fonds destinés à la sécurité interne ont augmenté de 50%, achat de nouveaux équipements et véhicules, réaffectation de plus de 5 000 policiers.

Ce discours a provoqué diverses réactions de colère. Un éditorial de la Prensa Libre a qualifié le discours du président de "ballade au Paradis", mentionnant qu'il avait omis de révéler les effets dévastateurs de la privatisation pour s'intéresser essentiellement aux grandes réalisations qui n'affectaient pas la vie des citoyen-ne-s ordinaires.

Injustice à El Sauce

Le 26 janvier, plusieurs communautés de la municipalité de El Estor, département d'Izabal, ont réalisé une importante manifestation pour dénoncer l'impunité dont jouit Luis Alfredo Ponce Cruz, propriétaire terrien, accusé d'être responsable de la violente éviction effectuée l'année dernière dans la communauté d'El Sauce, durant laquelle plusieurs maisons avaient été incendiées et qui avait causé la mort de Rosa Pec Chub. Les gens de El Sauce craignent pour leur sécurité puisque Luis Ponce est toujours en liberté et prétend injustement détenir des droits sur la terre qu'ils habitent. La marche a été organisée par la Coordination nationale autochtone et paysanne (CONIC).

La fin des retours pour 1998 ?

L'automne dernier, le gouvernement guatémaltèque et les représentant-e-s des réfugié-e-s ont tenu des négociations concernant l'étape finale du processus de retour. Le 17 septembre 1997, les CP₁, ARDIGUA₂, et les CBRR₃ signaient une entente avec le gouvernement garantissant aux blocs de retour l'accès au fonds de crédit₄ à condition qu'ils en fassent la demande avant le 29 décembre 1997. L'accord réduisait de 20 à 4 le nombre de documents exigés pour l'obtention d'un crédit destiné à acheter une terre, et le gouvernement s'engageait à accélérer les démarches pour aider les réfugié-e-s à rencontrer les échéances. Selon un recensement effectué au cours de l'automne dans les camps du Mexique, environ 8 000 réfugié-e-s désireraient retourner au Guatemala. L'accord du 17 septembre précise que ceux et celles qui veulent rentrer au pays mais qui n'auraient pas déposé leur demande de crédit avant le 29 décembre 1997 devront s'inscrire, comme n'importe quel "campesino" pauvre, à la banque de terres mise en place par les accords de paix.

Le 8 janvier 1998, divers représentant-e-s des réfugié-e-s, GRICAR₅, l'Instance de médiation₆ et la CEAR₇, se sont rencontrés afin d'évaluer la mise en oeuvre de l'Accord du 17 septembre. À cette occasion, la liste des blocs de retours a été finalisée: 6 000 réfugié-e-s, répartis en 23 blocs

de retour ont rempli les conditions pour le fonds de crédit. Les crédits ont déjà été accordés pour 3 blocs et les blocs restants sont organisés en 4 groupes, selon le niveau d'avancement dans l'organisation du processus de retour.

L'Instance de médiation et GRICAR ont annoncé qu'ils allaient réduire leurs activités pour l'année 1998, mais ils se sont toutefois engagés à travailler à la mise en oeuvre de l'Accord du 17 septembre, afin de faire avancer le processus de retour, l'objectif commun étant de compléter tous les retours avant juillet 1998.

Mais en réalité, toutes les parties en cause reconnaissent que cet objectif sera difficile à atteindre.

Quand on sait que sous le gouvernement Arzú (2 ans), il n'y a eu que 5 retours, comment pourrait-il y en avoir 20 en 6 mois? La fin des retours pour juillet '98 est probablement un objectif bien au-delà de la capacité institutionnelle de la CEAR et du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR).

- 1 Commissions permanentes des réfugiés
- 2 Association des réfugiés dispersés du Guatemala
- 3 Communautés des blocs de retour et de réinstallation
- 4 Créé par les Accords du 8 octobre 1992, ce fonds de crédit pour l'achat de terres doit être remboursé par les communautés, et cet argent réinvestit dans des projets de développement communautaire.
- 5 Groupe international de conseil et d'aide aux réfugiés
- 6 Groupe de surveillance composé de diplomates internationaux
- 7 Commission nationale d'aide aux rapatriés, réfugiés et déplacés

.....
Sources : Cerigua, Centro de Estudios de Guatemala (CEG), équipe Sud du PA.

Visite d'un camp de réfugiés.

par Nathalie Brière, ancienne coordonnatrice au sud

(Novembre 1997) La roue tourne, comme vous pouvez le constater. Après 3 ans comme coordonnatrice du sud, il est temps de bouger. Je suis vraiment heureuse d'avoir travaillé pour un si merveilleux réseau, et je suis vraiment honorée d'avoir participé dans une mesure, si petite soit-elle, à la lutte de milliers de guatémaltèques pour l'établissement d'une vie plus digne au Guatemala.

C'est peut-être la dernière chance que j'ai de partager mon expérience, et j'aimerais vous parler de ma dernière visite dans les camps de réfugiés au Mexique. Je ne sais plus combien de fois j'ai visité les camps durant ces 3 ans. Pour moi c'est toujours un moment excitant puisque c'est une bonne occasion de passer du temps avec les gens et de voir où ils en sont dans la préparation d'un retour.

Le 1er septembre, j'ai été à El Porvenir au Chiapas pour visiter plusieurs groupes de retour des CBRR (Communautés des blocs de retour et de réinstallation). Je n'avais pas réalisé à quel point les gens qui désiraient retourner étaient désespérés. Ils réalisent que le processus de retour touche à sa fin, car presque toutes les ONG et les groupes de l'Église qui travaillent avec eux prévoient de mettre fin à leur appui à la fin cette année. Ils se sentent abandonnés. Même le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR) diminue son aide. Ils sentent

aussi que maintenant tous les regards se portent vers le Guatemala et qu'il ne reste plus rien pour eux au Mexique. Ils sentent la pression de présenter les documents nécessaires avant le 29 décembre, s'ils veulent avoir droit au fonds de crédit. Ils savent aussi que même en respectant cette date, ils devront attendre encore plusieurs mois pour retourner au Guatemala.

En attendant, leur situation au Chiapas est précaire. Leurs terres, qui appartenaient à l'Église catholique, ont été envahies à plusieurs reprises par des paysans mexicains sans terre au cours des 2 dernières années. Après négociations, la terre a été remise aux mexicains avec l'entente que les réfugiés pourraient y rester mais pas y travailler, ce qui fait qu'ils font maintenant face à des problèmes économiques. Ils ont absolument besoin de recevoir un quelconque support d'organisations nationales ou internationales.

Il est vrai que les 15 ans d'exil ont créé une certaine dépendance vis-à-vis l'aide étrangère. D'un autre côté, le PA a un rapport historique avec les réfugiés, et j'ai le sentiment qu'il est important de comprendre quelle est maintenant la réalité des réfugiés, et la lutte qui les attend.

Depuis Huacutz, dans le Peten...janvier 1998

par Isabel Champagne, accompagnatrice du PAGQ

Peut-être parce que c'est le soir, il y a une sorte de désir vague dans le ciel immense de Huacutz, Peten, une lumière diffuse.

Peut-être parce que le sourire est généreux.

Peut-être parce que l'eau qui coule sous le pont chambranlant du Rio Subin paraît inépuisable.

Ou peut-être seulement parce que la journée se termine par cet étrange sentiment de satisfaction qui se manifeste sporadiquement.

Peut-être pour cette expression du visage si paisible, contenant pourtant des années de souffrances, de sacrifices, de luttes.

Peut-être parce qu'on me parle et reparle sans cesse de devoir regagner la confiance, d'union formant une force paysanne, de bataille, de persévérance afin d'avoir enfin accès à une école, une clinique, un lopin de terre, une route, une "tortilla" pour chacun.

Peut-être parce qu'aussi simples que soient ces concepts, aussi profonds sont les changements qui doivent s'opérer dans les mentalités.

Peut-être parce que comme chaque coup que donne la main de la femme sur sa "tortilla" afin de la façonner, de lui faire prendre de l'ampleur, d'en enlever les inégalités et de l'aplanir; de même, la victime de ces années de répression porte chaque fois un coup de plus au processus de paix, et à l'avancement de sa communauté.

Peut-être parce que 148 familles (4 nouvelles sont attendues sous peu) ont fait partie du premier retour, que des maisons temporaires ont été construites plutôt que des abris de fortune, communément appelées "galères" où plusieurs familles devaient s'entasser pour plusieurs mois. Succès sur toute la ligne, dit-on.

Peut-être parce que le retour fut très long, du 3 au 9 septembre '97, passant du Quintana Roo (Mexique), à la capitale avant d'atteindre la commu-

nauté du Peten, nouvellement appelée: "Esperanza 9 de Septiembre".

Peut-être parce que cinq mois se sont écoulés depuis ce pas vers l'accession à la terre. À "sa" terre, une savane située à 30 minutes de marche d'une rivière appréciée de tous.

Peut-être parce que pour tirer profit de cette terre, les difficultés sont multiples. Peut-être parce qu'une route en mauvais état, des puits où les femmes s'épuisent à tirer de l'eau, l'absence d'eau potable, d'école secondaire, de matériel académique de base, de médicament et la production difficile de nourriture ne sont que quelques exemples du degré de détermination de ces gens. Ils laissent derrière eux 15 années de vie au Mexique afin de poursuivre la construction d'un futur, sur une terre qui leur est désormais propre.

Peut-être parce que malgré une culture et une production difficile, la motivation est toujours là et que par chance, on va pouvoir compter sur les services d'un médecin pour l'année qui vient.

Peut-être parce que deux accompagnatrices voient des pères de famille s'organiser, des mères attentives et courageuses.

Peut-être parce que les accompagnatrices sont parfois les "oreilles" de réflexions, articulées par des individus qui plus souvent qu'autrement, n'ont pas eu la chance d'apprendre à lire et écrire.

Peut-être parce que de jour en jour on remarque tel ou tel changement; une salle de réunion, une église, une cuisine, une latrine. Toute l'organisation d'une micro-société du point zéro vers un objectif à très long terme: bâtir une vie décente où l'on pourra enfin observer paisiblement ces fabuleux oiseaux rouges, dont ni Nadia ni moi ne connaissons le nom. (Toute info à ce sujet serait très appréciée.)

Oui... Peut-être que c'est pour ça. C'est, peut-être, dis-je bien, pour ces raisons qu'à Huacutz, on goûte le soir avant que ne se pointe le rouge du soleil à l'horizon.

Peut-être aussi parce que j'ai l'agaçante manie de gribouiller mots et images aussitôt papier et crayon sous la main.

Pour une, plusieurs ou aucune de ces hypothèses, au contact de chacune des expériences nuancées qui nous sont racontées par ces réfugiés, on arrive difficilement à garder pour soi la totalité de ce qu'on nous dépeint.

Nouvelles du comité de Québec

Malgré que nous ayons peu d'effectifs, Robert, Ernesto et moi travaillons conjointement à distribuer l'information venant de Montréal aux nouveaux et nouvelles venu-e-s à Québec. Toutefois, bien que nous fassions des séances d'information, les nouvelles recrues se font peu nombreuses.

Aussi, nous tenterons de réaliser au cours des prochaines semaines une activité de financement et du même coup, d'éducation.

En attendant, moi et Robert préparons une séance d'info pour le début février à l'Université Laval. Si vous avez des idées à nous apporter, vous pouvez m'écrire à l'adresse suivante:

Alexandre Bacon
775 Murray, app.603
Québec, Qc, G1S 4T2
tel: (418) 682-3488
fax: (418) 682-2791
courrier électr.:
abf283@agora.ulaval.ca.



En vente au bureau !

- Tee-shirt du PAGQ (en espagnol) couleur bleu ou pierre: 15\$
- Cartes de souhaits faites à la main: 3 cartes pour 5\$

Prochaines assemblées

Les membres du PAGQ sont invité-e-s assister aux assemblées mensuelles qui se tiennent les 2eme samedis de chaque mois au 420 St-Paul est, 2e étage, de 13 à 17h. Les prochaines assemblées:

- samedi 14 mars
- samedi 11 avril
- samedi 9 mai
- samedi 13 juin

Soyez des nôtres!

À l'aide!

Les comités d'actions urgentes et du bulletin ont besoin de votre aide: traduction, rédaction, envoi de lettres, articles, correction, téléphones, etc.... Appelez Isabelle au 840-1008 si vous avez quelques heures à donner!

Réunions d'information - Recrutement

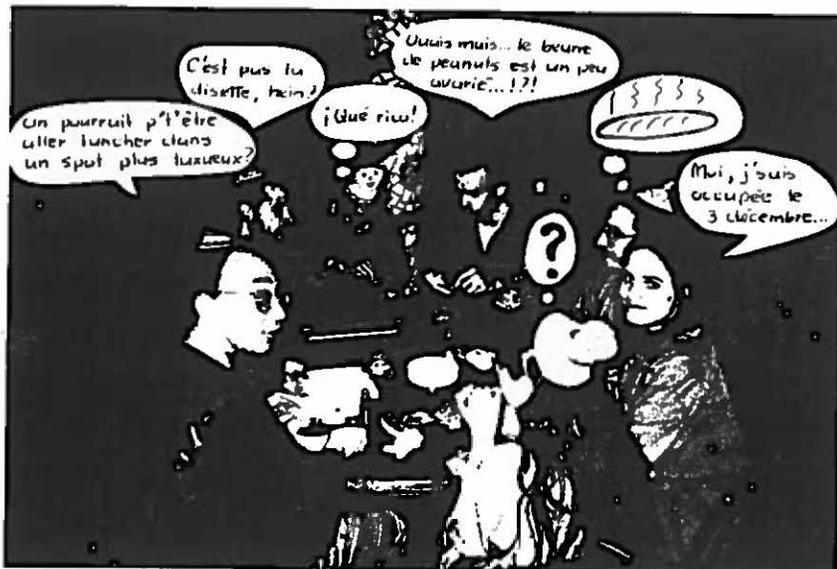
Devant la quantité de demandes d'information sur l'accompagnement au Guatemala, Annie Riendeau la responsable du recrutement a décidé d'organiser des réunions d'information mensuelles. Une rencontre s'est tenue en janvier et les prochaines auront lieu:

- jeudi le 19 février
- jeudi 19 mars

de 19 à 21 h, au 420 St-Paul est, 2e étage. *Pour information: 840-1008.*

Muchas gracias!

Grâce à la participation de plusieurs bénévoles, la soirée bénéfice du 29 novembre '97 a été une réussite. Quelque 1 200 dollars ont été récoltés lors de cet événement. Un énorme merci à tout le monde: artistes, organisateurs-trices, public, camionnettes, etc. et etc...



Ce bulletin a pour objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugié-e-s guatémaltèques, ainsi que les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec- Guatemala*. Contactez-nous au 840-1008

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

- Isabelle Gauthier
- Geneviève Lessard
- Caleli
- Margie Loo
- Isabel Champagne
- Nathalie Brière
- Nathalie Aubut
- Annie Byarelle
- Lisa Roberts

Projet Accompagnement Québec-Guatemala
420, rue St-Paul est
Montréal, Qc, H2Y 1H4
Tél: 840-1008
Fax: 840-1185
Courrier élect. :
paqando@web.net

Le *Projet Accompagnement* est un réseau canadien qui a été créé pour répondre à la demande des réfugié-e-s guatémaltèques en matière d'accompagnement international. Le *Projet Accompagnement* a donc pour but de former des accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles et de sensibiliser la population canadienne au processus de paix qui se déroule au Guatemala.